

Objektyp: **Miscellaneous**

Zeitschrift: **Bulletin technique de la Suisse romande**

Band (Jahr): **34 (1908)**

Heft 24

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les présentes dispositions entrent en vigueur dès le 1^{er} janvier 1909.

Le Président du Comité central,

G. NAVILLE.

Le Secrétaire,

H. PETER.

*Aux membres de la Société suisse
des ingénieurs et architectes.*

La maison d'édition Hofer & C^o, à Zurich, possède encore un gros stock du bel ouvrage *La Maison paysanne en Suisse* et offre cette publication aux membres de la Société suisse des ingénieurs et architectes pour le prix de Fr. 20 (Prix en librairie : Fr. 60). Nous recommandons vivement cet ouvrage qui peut être obtenu en s'adressant directement à l'éditeur.

Avec considération distinguée.

*Au nom du Comité central de la Société suisse
des ingénieurs et architectes,*

H. PETER, secrétaire.

Zurich, 15 décembre 1908.

2^{me} Congrès international de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, à Paris.

Le 2^{me} Congrès international du bâtiment et des travaux publics s'est ouvert officiellement, sous la présidence du Ministre du Commerce et de l'Industrie, à Paris, le 16 novembre, à 10 heures et demie, par une séance à l'Hôtel des Sociétés savantes.

Ce congrès a été inauguré la veille par une réception des délégués, au siège de la Fédération française. 14 nations étaient représentées par près de 600 délégués. La Fédération suisse des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics était représentée par MM. Piquet, architecte-constructeur; Hænggi; Clivio, entrepreneur, à la Chaux-de-Fonds; Locher, ingénieur, à Zurich; Brazzola, ingénieur, à Lausanne; Reich, entrepreneur, à Montreux, et Schmückli, entrepreneur, à Vevey.

Présidé par M. Soulé, le congrès a été divisé en 3 sections, comme suit :

Première section. — Du mode de l'adjudication.

Traitant ce point très délicat, cette section a demandé que les cahiers des charges accordent aux entrepreneurs les garanties qui leur font le plus souvent défaut, tout en maintenant aux administrations celles qu'elles sont en droit d'exiger. Au nombre des demandes des entrepreneurs figure celle que la grève soit toujours considérée comme cas de force majeure. En outre, la commission demande la création de commissions mixtes nommées par les Sociétés d'architectes et les Syndicats patronaux, chargées d'élaborer en commun les séries de prix applicables aux travaux. De plus, la création de bureaux de métré, également mixtes, chargés de dresser les devis des travaux avant leur mise en adjudication. Elle demande enfin d'étudier les modifications à apporter, d'une manière générale, au principe des adjudications, en raison des considérations qui découlent des conditions du travail sous les lois sociales votées dans les divers pays.

Seconde section. — Limitation des heures de travail. Apprentissage, enseignement professionnel, accidents, organisation industrielle internationale.

M. Villemain, rapporteur, estime qu'il appartient aux entrepreneurs d'assumer la tâche de renouveler les cadres de leurs ouvriers et cela par les moyens suivants :

- 1^o La reconstitution de la famille ouvrière ;
- 2^o La réforme du programme de l'enseignement primaire.

Après une longue discussion, on a adopté les principes suivants :

- 1^o Obligation de l'apprentissage ;
- 2^o Préparation de l'apprentissage dans l'enseignement primaire ;
- 3^o Soins de rénover l'apprentissage, confié aux Chambres de commerce ou institutions similaires.

Sur la question des accidents du travail, tout le monde est d'accord qu'il est juste de dédommager l'ouvrier, mais que l'application de la loi ne doit plus donner lieu à des abus trop connus.

Troisième section. — Règlement des litiges.

La commission s'est mise d'accord sur les vœux suivants :

- 1^o Qu'en tous pays, en matière de travaux publics ou privés, le règlement des litiges se fasse par voie arbitrale, sur la demande même d'une seule des parties ;
- 2^o Que les membres des syndicats d'entrepreneurs soient admis à faire partie des commissions arbitrales ;
- 3^o Que des comités de conciliation préalable soient créés.

Clôture du Congrès.

Le jeudi matin, le Congrès a tenu à la salle des Sociétés savantes son assemblée générale de clôture, où il a ratifié les vœux des sections.

En ce qui concerne l'apprentissage, qui doit être obligatoire, son organisation serait assurée par les syndicats patronaux, avec l'appui de dispositions législatives.

Au sujet des accidents du travail, le Congrès a émis les vœux importants que :

« Les gouvernements apportent d'urgence aux législations sur les accidents des modifications indispensables pour empêcher que ces lois, au lieu de rester une œuvre de réparation légitime, de solidarité et de justice, ne se transforment en instruments d'exploitation des industriels et commerçants et de dévalorisation sociale. »

A la demande d'un délégué italien, il a été décidé que le prochain Congrès international se tiendrait en Italie.

BIBLIOGRAPHIE

Agenda de l'Electricien suisse pour 1909. — Genève, rue de Villerouse 35. Prix : 2 fr. 50 (franco contre remboursement).

Cet agenda d'un format très courant est appelé à rendre de grands services aux électriciens. Il renferme un agenda-calendrier, la liste des adresses de tous les électriciens suisses classés par cantons, une partie technique d'une centaine de pages abondante en renseignements d'une utilité pratique pour les électriciens, enfin le texte de l'arrêté fédéral sur les installations électriques.

Solide reliure en toile et feuilles de papier ardoisé avec crayon spécial.